

FAITS SAILLANTS

- La situation humanitaire en République centrafricaine (RCA) au cours du premier trimestre de l'année 2018 reste très préoccupante. Malgré un contexte difficile où l'accès à l'ensemble des populations vulnérables demeure un défi majeur, les travailleurs humanitaires continuent d'opérer et d'étendre leurs activités afin de fournir une assistance humanitaire multisectorielle aux populations affectées.
- La situation sécuritaire précaire autour de Paoua ne permet toujours pas un retour durable des personnes déplacées dans leurs villages d'origine.
- Les attaques à main armée contre les acteurs humanitaires et leurs installations persistent en RCA. A la fin du premier trimestre 2018, OCHA dénombrait 63 incidents sécuritaires les affectant directement.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	687 398
# de réfugiés centrafricains	568 572
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

515,6 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

38,7 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 8% des fonds requis

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

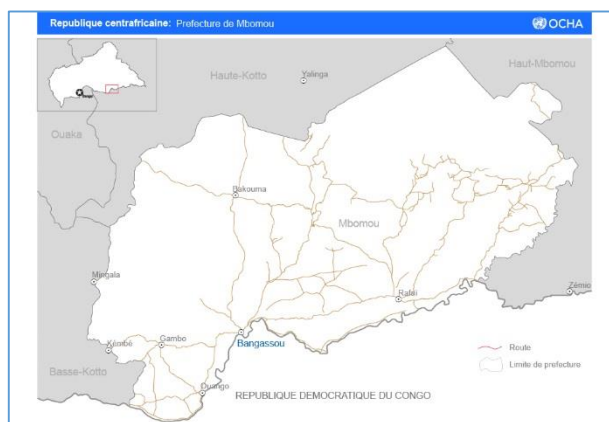


©OCHA CAR/Yaye N. Sène

Au sommaire

Bangassou, un an après	P.1
Le Fonds Humanitaire en RCA : 10 ans au service de l'action humanitaire	P.2
RCA : Prêts à vaincre le paludisme?	P.3
Offrir l'espoir d'un avenir meilleur aux enfants démobilisés	P.4

Bangassou, un an après



La ville de Bangassou dans la Préfecture du Mbomou (Sud-Est de la RCA) est depuis près d'un an le théâtre de violences. Une attaque lancée contre la ville par un groupe armé le 13 mai 2017 avait suscité des déplacements massifs de population. Plus de 3 000 personnes, essentiellement de confession musulmane du quartier de Tokoyo, avaient trouvé refuge dans l'enceinte de la Cathédrale de Bangassou. Environ 22 000 autres personnes avaient traversé la

frontière vers la République démocratique du Congo (RDC). Depuis, Bangassou n'a pas retrouvé la paix. Pourtant, elle avait été jusqu'alors épargnée par la violence intercommunautaire et était présentée comme un modèle de cohésion sociale.

Plus de 1 600 personnes toujours confinées

Un an presque après cette attaque meurtrière, Bangassou continue de vivre au rythme de pics d'insécurité récurrents et de rumeurs de nouvelles violences. Cette situation insoutenable pour la population civile est entretenue notamment par la présence de groupes et éléments armés dans la ville.

Plus de 1 600 personnes sont encore confinées dans le site du Petit Séminaire, sans possibilité de circuler librement face aux risques que la présence active des groupes armés autour du site continue de faire courir.

En plus de cette communauté à risque, 9 000 autres personnes déplacées, venues d'autres localités ou des préfectures environnantes, sont hébergées par des familles d'accueil à Bangassou.



©OCHA/Yaye N. Sène, Bangassou. Préfecture du Mbomou, RCA (23 mai 2017). Les personnes déplacées occupent les allées et les couloirs du Petit Séminaire de Bangassou.

L'insécurité a souvent contraint les acteurs humanitaires à suspendre temporairement leurs activités au profit des plus vulnérables qui en ont pourtant le plus besoin. Au mois de mars 2017, la plupart des organisations humanitaires avaient dû suspendre leurs activités et relocaliser leur personnel. Les installations des humanitaires avaient été saccagées et les biens pillés.

Le quotidien des déplacés internes

« Actuellement, malgré l'appui des humanitaires nous rencontrons de sérieux problèmes de santé car les troubles psychologiques se multiplient. Nombreux sont aussi ceux qui souffrent d'hypertension avec des complications. Nous n'avons toujours pas accès à l'hôpital et pouvons encore moins sortir pour nous procurer des médicaments » dit Ali Idriss, représentant des déplacés du Petit Séminaire.

L'alimentation peu variée et en quantité insuffisante est source de carences. D'après Zeinab, une des femmes leaders du site, il serait important par exemple de pouvoir bénéficier de protéines animales pour meilleure santé des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans. Depuis mai 2017, 56 bébés sont nés sur le site. La dernière distribution de rations alimentaires couvrant 30 jours remonte au 1er avril. Une série de négociations menée par les autorités locales auprès des éléments armés ont abouti à l'ouverture d'un tronçon sécurisé pour les commerçants les mardis et samedis et permettre aux déplacés de s'approvisionner. Toutefois la tenue de ce marché hebdomadaire sur le site est largement tributaire de la situation sécuritaire.



©OCHA/Yaye N. Sène, Bangassou. Préfecture du Mbomou, RCA (15 juillet 2017). Des déplacés portent des pancartes sur lesquels sont inscrites des réclamations lors de la visite de Stephen O'Brien.

L'éducation des plus jeunes est également un défi. Les cours sont assurés à l'école Antoine Marie, dans l'enceinte du Petit Séminaire, de la maternelle au cours moyen 2^{ème} année (CM2) pour 309 élèves dont 223 enfants déplacés. Au-delà de ce cycle, rien n'est prévu pour les lycéens déplacés. A plusieurs reprises, avec l'appui de leurs parents, ils ont rappelé que le salut des plus jeunes, passe inévitablement par l'éducation. C'est par cette dernière que la culture de la paix s'enracinera et c'est par elle que le cercle vicieux de la violence pourra être rompu.

Pendant cette dernière année, les rares signes de décrispation entre les communautés ont toujours été brisés par de nouveaux pics de violence. L'Accord de paix et de non-agression signé entre les groupes armés et des représentants des personnes déplacées du site du Petit Séminaire est un nouvel espoir pour l'amélioration de la situation sécuritaire à Bangassou. Facilité par le Cardinal Dieudonné Nzapalainga et l'Iman Kobine Layama de la plateforme religieuse, cette initiative devrait améliorer la situation dans la ville. Toutefois, l'insécurité s'étend aujourd'hui le long des axes qui traversent la préfecture, allant de Bangassou à Rafaï vers l'Est et de Bangassou à Kémbé vers l'Ouest. La situation sécuritaire dans cette zone reste très fragile avec de graves conséquences humanitaires pour les populations.

Le Fonds Humanitaire en RCA : 10 ans au service de l'action humanitaire

Un fond flexible, rapide et efficace

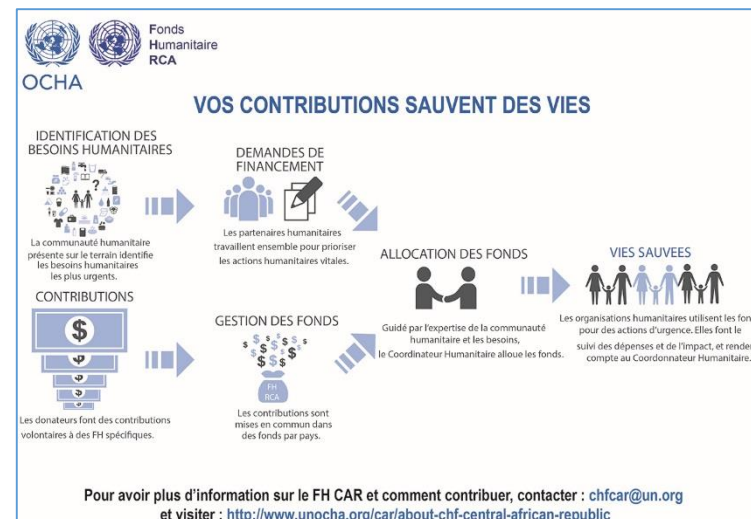
Créé en 2008, le Fonds humanitaire pour la République Centrafricaine (FH RCA) a alloué à ce jour 165,5 millions pour la mise en œuvre de 449 projets par ses partenaires humanitaires dont des ONG nationales et internationales ainsi que des agences des Nations Unies.

Depuis sa création, chaque année, environ un million de personnes vulnérables ont bénéficié des interventions mises en œuvre grâce à un financement du Fonds. Instrument de financement pour l'action humanitaire flexible, rapide et efficace, le FH RCA opère grâce aux contributions de plusieurs donateurs dont l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Grande Bretagne, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays Bas, la Suède et la Suisse.

Répondre aux besoins urgents et critiques

Sous le leadership du Coordonnateur Humanitaire et géré au quotidien par OCHA, le Fonds alloue des ressources permettant de répondre aux besoins humanitaires les plus urgents et critiques à travers un processus participatif et consultatif. Il s'agit avant tout de répondre aux besoins prioritaires identifiés dans le Plan de Réponse Humanitaire ainsi qu'aux besoins humanitaires résultant d'urgences imprévues. Ces trois dernières années, le FH RCA a constitué une des cinq premières sources de financement du Plan de réponse humanitaire de la RCA, avec une contribution équivalant à 11,5% du total des contributions reçu en 2017.

Depuis 2014, la majeure partie des fonds alloués par le FH RCA a bénéficié aux secteurs abris et biens non alimentaires incluant CCCM (Camp Coordination and Camp Management), santé, nutrition, et eau-hygiène-assainissement, permettant ainsi d'apporter une assistance d'urgence aux besoins suscités par les déplacements de population, l'appui aux communautés d'accueil ainsi que par les retours.



D'autre part, le FH RCA est la source de financement humanitaire la plus importante pour les ONG nationales. De 2011 à 2016, l'appui du FH aux partenaires nationaux est passé de 3% à 13% contribuant ainsi significativement au renforcement de capacités institutionnelles et opérationnelles de ces derniers.

Une gestion

transparente et efficace des contributions reçues des donateurs ont permis d'attirer de nouveaux donateurs : la Belgique en 2015, et le Canada et l'Allemagne en 2016 ont rejoint le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Depuis le début de l'année 2018, le FH RCA a reçu plus de 10 millions de dollars de contributions de la Belgique, du Danemark, de la Grande Bretagne, et de la Suède. Les contributions des autres donateurs traditionnels que sont le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays Bas et la Suisse vont également se concrétiser prochainement. La mobilisation des ressources reste une priorité majeure en vue de maintenir la capacité du Fonds humanitaire à jouer le rôle critique qui lui est dévolu, à savoir permettre une réponse humanitaire d'urgence pour sauver des vies et alléger les souffrances des populations affectées.

RCA : Prêts à vaincre le paludisme ?

Le paludisme reste un problème de santé publique majeur en Centrafrique. Il est la première cause de mortalité et de morbidité. En 2017, en dépit des actions menées par le ministère de la Santé et ses partenaires pour éradiquer cette pandémie, il a coûté la vie à 3 689 personnes dont 670 enfants de moins de 5 ans.

En 2017, les acteurs humanitaires ont contribué à la prise en charge de 143 858 cas de paludisme, dont 77 279 enfants de moins de 5 ans, dans les zones de crise aiguë à travers la Centrafrique. Selon la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), au cours des deux années écoulées, les volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine ont distribué plus de 2,1 millions de moustiquaires qui contribuent aujourd'hui à protéger plus de 60% des habitants du pays. Cette protection est sérieusement remise en cause lorsque les affrontements armés et l'insécurité contraignent les populations à quitter leur foyer à la hâte et en laissant tous leurs biens essentiels derrière elles.



Lutter contre le paludisme en situation de conflit

Le 25 avril, Journée mondiale de lutte contre le paludisme, la RCA comptait 687 398 personnes déplacées. La crise humanitaire que traverse le pays rend les interventions de lutte contre le paludisme plus complexes. En effet, la pandémie est en progression.

Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Population, Pierre Somsé, a rappelé les objectifs mondiaux de réduction de l'incidence du paludisme et de la mortalité associée de 40% à l'horizon 2020, 75% en 2025 et de 90% en 2030. La pauvreté et les systèmes de santé défaillants sont des facteurs handicapants dans la lutte contre le paludisme.

Le lien dévastateur qui existe entre les conflits et les taux d'infection au paludisme ainsi que les défis posés dans les zones d'endémie palustre ont été rappelés dans le Rapport 2017 sur le paludisme dans le monde.

L'exemple récent de Paoua illustre cette problématique. En décembre 2017 lorsque plus de 65 000 personnes se sont réfugiées dans la ville de Paoua (Préfecture de l'Ouham Pendé – Nord), la première pathologie recensée par les acteurs humanitaires était le paludisme.

Dans leur fuite, les personnes déplacées dorment à la belle étoile dans des champs ou dans des zones palustres infestées de moustiques. Lorsqu'elles en ont le plus besoin, elles n'ont pas accès aux soins et aux traitements antipaludiques. Lors des mouvements de population, les personnes affectées sont davantage exposées aux risques de contracter un paludisme. Dans les sites de déplacés, la promiscuité et l'insalubrité sont des facteurs aggravants. La pauvreté et les systèmes de santé défaillants sont des facteurs handicapants dans la lutte contre le paludisme.

27 millions d'euros pour lutter contre le paludisme en RCA

Malgré un financement stable de la lutte contre le paludisme relativement stable depuis 2010, l'investissement de 2016 est loin d'atteindre le niveau requis pour réaliser le premier objectif. L'engagement national est estimé à 288 101 dollars soit plus de 155 000 000 de Francs CFA. La mobilisation de ressources reste une priorité pour les autorités sanitaires centrafricaines afin de procurer à la population des produits de prévention notamment des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII), de traitement et des tests de diagnostics rapides et fiables.

Un financement à la hauteur des besoins permettra aussi de renforcer la prévention au travers de la lutte antivectorielle, l'accès au diagnostic et aux soins. L'Organisation non gouvernementale internationale World Vision (WVCAR) a été choisie par l'instance nationale de coordination (Country Coordination Mechanism) du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour recevoir en Centrafrique une subvention de 27 millions d'euros (plus de 14,5 milliards de Francs CFA) et mettre en œuvre un programme de lutte contre le paludisme.

De 2018 à 2020, ces fonds serviront notamment à la distribution de 807 970 moustiquaires, la couverture et l'appui à plus de 90% des formations sanitaires à travers la RCA, aux activités et campagnes de sensibilisations aux bonnes pratiques, à l'hygiène et l'assainissement du milieu.

Offrir l'espoir d'un avenir meilleur aux enfants démobilisés

La violence armée qui sévit en Centrafrique depuis 2013 n'a pas épargné les enfants. Séparés de leurs familles ou orphelins en raison des conflits, certains n'ont eu d'autres choix que de rejoindre les groupes armés pour avoir la vie sauve ou des moyens de subsistance.

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), jusqu'en 2015, entre 6 000 à 10 000 enfants étaient toujours enrôlés par des groupes armés. En mai 2015, en marge du Forum national de Bangui, huit groupes armés, le Gouvernement et l'Unicef ont signé un accord pour mettre fin au recrutement des enfants et les libérer de leurs rangs.

Malgré cet accord, deux ans après, en mai 2017, 4 000 à 5 000 enfants restent toujours enrôlés, selon l'Unicef. Objets de multiples violences, ils sont combattants, porteurs, cuisiniers et parfois esclaves sexuels.

Face à cette situation, l'ONG Organisation pour le développement économique et social de Centrafrique (ODESCA), avec l'appui de ses partenaires, a mis en place dans le Nord-Est de la Centrafrique, notamment dans la préfecture de la Vakaga, un programme de protection et d'éducation pour faire sortir les enfants des rangs des groupes armés. Elle leur donne ainsi la possibilité d'envisager un avenir meilleur en rompant avec la violence.

Des formations professionnelles comme moyen d'auto-prise en charge

Sur les 5 000 enfants-soldats identifiés en 2017 dans la préfecture de la Vakaga, notamment dans les villes de Birao, Tiringoulou et Nda, ODESCA a pu en démobiliser 378 (142 filles et 236 garçons âgés de 12 à 17 ans) en août 2017. Ils ont ensuite bénéficié de formations professionnelles en couture, maraîchage et pêche. Après avoir reçu chacun un kit qui lui permet de se lancer dans la vie active, certains enfants démobilisés ont créé des associations afin de mutualiser les efforts et les ressources. C'est le cas ceux qui avaient opté pour une formation en maraîchage. Dès les premières récoltes, ils ont créé une mutuelle destinée à garantir leurs activités et aussi d'assurance générale pour les adhérents.

A Birao, en octobre 2017, ODESCA a lancé une campagne destinée à promouvoir les droits de l'enfant et particulièrement à lutter contre l'enrôlement des enfants dans les groupes armés.



©UNICEF RCA. Depuis 2014, l'UNICEF et ses partenaires ont procédé à la libération de près de 12.500 enfants retenus au sein des groupes armés. Mais plusieurs milliers d'enfants sont toujours enrôlés au sein de ces groupes.

A cet effet, 15 agents de santé psychosociale (APS) ont été recrutés afin de sensibiliser la population. Selon le coordonnateur de l'ODESCA, Ziri Zalaba Dewoko Salim, cette campagne a très vite donné des fruits. « Les parents ont commencé à réinscrire leurs enfants à l'école. En plus, 14 enfants associés aux groupes armés se sont auto-démobilisés », a-t-il indiqué. Malgré des retombées encourageantes, M. Salim déplore le manque de financement qui ne lui permet pas de prendre en charge davantage d'enfants. « Dans la Bamingui Bangoran, des groupes armés détiennent encore un grand nombre d'enfants au sein de leur mouvement et s'opposent toujours au DDR. Contrairement aux engagements pris, ils ne les ont pas libérés » regrette le coordonnateur de l'ONG.

Pour contactez ODESCA : +236 70 85 85 1. Email : odesca2009@gmail.com

Bonnes nouvelles



Le Coordonnateur humanitaire pour la République centrafricaine (RCA), Najat Rochdi, a alloué 11 millions de dollars du Fonds humanitaire (FH RCA) à des projets destinés à répondre aux besoins humanitaires urgents identifiés dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2018 (PRH). Cette allocation permettra de combler une partie du déficit de financement observé au cours du premier trimestre de l'année.

En bref

La campagne agricole 2018 a été lancée à Bangui le 17 avril par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Dans ce cadre, la première foire aux semences a été organisée le 27 avril à Obo (Préfecture du Haut Mbomou – Est). 1000 ménages, y compris des déplacés internes et des réfugiés sud-soudanais, ont reçu des kits agricoles. Avec des coupons d'une valeur de 25 000 FCFA (environ 46\$), chaque bénéficiaire a pu choisir parmi les intrants agricoles disponibles ceux qui les intéressaient. La campagne agricole 2018 vise 44 000 ménages sur l'ensemble du territoire centrafricain. Elle est financée par ECHO, DFID, le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la sécurité humaine, la Belgique, l'Irlande et la France.

La recrudescence de la violence en RCA depuis 2017 a entraîné une augmentation des violations des droits humains en général et ceux des femmes et des enfants en particulier, en raison de leur vulnérabilité. A Bangassou, Bria, Alindao, Kaga Bandoro et Zemio, ils sont particulièrement exposés aux violences basées sur le genre (VBG). Ainsi 20 agents de santé provenant de ces localités ont été formés par l'UNFPA, sur fonds du CERF (Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires), à la prise en charge médicale et psychosociale des survivants des VBG.

Le saviez-vous ?



La « Journée orange » est célébrée tous les 25 du mois et a été proclamée comme telle dans le cadre de la campagne « Tous Unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et filles », lancée par le Secrétaire général des Nations Unies. La Journée orange vise à susciter l'intérêt dans le monde entier sur le fait que la violence contre les femmes et les filles est une violation des droits humains et d'appeler à son éradication sans réserve, ni équivoque.

Pour plus d'information :

<http://www.un.org/fr/women/endviolence/orangeday.shtml>.

Le tweet du mois Suivez-nous sur @OCHA_CAR



OCHA CAR @OCHA_CAR · Apr 26

2,5 M de personnes, + de la moitié de la population de la #RCA, ont besoin d'aide #humanitaire. Le Plan de réponse humanitaire 2018 de 515,6 M de \$ n'est financé qu'à hauteur de 8%. La crise est réelle et #CARcrisis a besoin d'un soutien immédiat. ➦ bit.ly/2HOUzQ1

🌐 Translate Tweet

▼



En 2018, 137 partenaires humanitaires en RCA ciblent 1,9 million de personnes vulnérables.

Najat Rochdi, Joseph Inganji, ONU Info and 5 others

🗨️
↻ 28
❤️ 15
||

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séné, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |